

classe ouvrière, mais il ne saurait lui convenir de parler certaines doctrines; entre lui et les hommes qui les professent, aucune solidarité n'existe, et il n'admet pas que, sous prétexte de poursuivre un but philanthropique, on se présente au public comme une sorte d'organe officiel, honoré du protectorat personnel de l'Empereur.

Le public est donc prévenu qu'il s'agit d'une œuvre toute particulière et qui ne saurait engager à aucun degré la solidarité de l'administration. Nous ajouterons, à titre de conseil aux travailleurs dont on pourrait solliciter l'épargne, que les statuts de la Société pour l'extinction du paupérisme n'ayant reçu aucune sanction légale, les versements faits à la caisse dite des invalides civils constituent un simple placement à intérêts combinés à chances aléatoires.

Il se fait en ce moment des efforts pour éloigner l'Autriche de la France et la pousser dans les bras de la Prusse. Mais les journaux autrichiens se défient de la politique de M. de Bismark. Voici la réponse que la Presse, de Vienne, adresse à ceux qui conseillent à l'Autriche une alliance avec la Prusse et même avec la Russie:

« Nous ne voulons plaider ni pour l'agrandissement de la France, ni pour une alliance systématique avec la France. Mais nous n'avons pas encore oublié que le comte de Bismark n'a pas rougi de s'allier contre l'Autriche avec l'Italie. Si, non pas aujourd'hui, mais demain, l'Autriche, dans son intérêt, suivait cet exemple pour sa défense et sa sécurité, les Macédoniens de l'Allemagne auraient vraiment tort de lui reprocher sa perfidie.

De même que jadis les Macédoniens envahirent la Grèce, la Prusse cherche aujourd'hui à accaparer toute l'Allemagne, et quand on est prévenu sincère de la liberté de l'Allemagne, on ne saurait être sympathique aux efforts de la Prusse.

Nous ignorons si l'Allemagne pourra jamais être débarrassée des étrointes et des faveurs que lui prodige la Prusse, et nous croyons que ce que l'Autriche aura avant tout de mieux à faire sera de ne rien tenter ni pour ni contre. Mais elle doit songer à sa conservation en dépit des machinations menaçantes russo-prussiennes.

Nos adversaires, en demandant que l'Autriche s'allie à la Russie et à la Prusse, font du Metternich tout pur. Ainsi la Nouvelle Presse Libre n'a pas eu honte de donner en exemple à nos hommes d'Etat actuels l'amitié qu'avait pour les Turcs le vieux prince de Metternich. L'amitié du comte de Bismark et du Sultan, voilà donc les appuis que l'on nous conseille de prendre. Quelle superbe perspective!

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous transmet les dépêches télégraphiques suivantes:

ITALIE.

Florence, 10 avril, 10 h. 30 m. matin. La combinaison Rattazzi-Visconti ayant échoué, M. Rattazzi a eu ce matin une conférence avec le roi pour prendre une résolution définitive.

Florence, 10 avril, 2 h. 40, après-midi. Le bruit court que le ministère est ainsi constitué:

MM. Rattazzi, présidence du Conseil, Intérieur;
Maniscalchi Erizzo, affaires étrangères.
Coppino, instruction publique;
Pescetto, marine;
Ferrara, finances;
Tecchi, justice;
Giovanna, travaux publics;
Deblasio, agriculture.

ÉTATS-UNIS.

New-York, 9 avril, soir. Le Sénat discute le traité de cession de

l'Amérique russe. — M. Seward a écrit à Juárez pour l'engager à traiter Maximilien en prisonnier de guerre s'il venait à être capturé.

New-York, 9 avril, midi.

(par le câble atlantique.) Par suite des inondations du Mississippi, les meilleurs territoires de la Louisiane ne rapporteront rien cette année. La récolte du sucre et du coton paraît entièrement perdue.

AUTRICHE.

Vienne, 9 avril.

La Presse dit que l'origine du différend franco-prussien se trouve dans les traités avec le Sud, qui ont altéré les stipulations du traité de Prague et l'équilibre général de l'Europe.

Vienne, 10 avril.

On dit, dans les cercles politiques bien renseignés, que le cabinet de Vienne est disposé à observer, dans le débat qui s'ouvre sur la question du Luxembourg, une attitude amicale à l'égard du gouvernement français et à joindre ses efforts à ceux des autres puissances pour amener une solution satisfaisante des difficultés actuelles.

RUSSIE.

Saint-Petersbourg, 8 avril.

Le Conseil de l'Empire a voté aujourd'hui le budget dans lequel les recettes et les dépenses s'équilibrent au chiffre de 444 millions de roubles.

La Pologne figure dans ce budget pour 16 1/2 millions de recettes et 19 millions de dépenses.

PRUSSE.

Berlin, 8 avril.

Le Reichstag a terminé la discussion générale du chapitre des finances. Le Ministre des finances, M. Van Der Haydt, a déclaré que les amendements présentés compromettaient le principe des garanties à donner aux recettes fédérales. Le droit budgétaire ne saurait altérer la durée de la présence sous les drapeaux qui a été fixée. Les dépenses fédérales s'élèveront probablement à 75 millions de thalers, les recettes à 80 millions. La puissance présidentielle seule ne peut couvrir le déficit de 25 millions de thalers, et elle doit conséquemment imposer des contributions matriculaires. Le gouvernement adhère à l'amendement qui demande pour le Reichstag le droit d'autoriser les emprunts; ils soumettra le budget aux délibérations du Reichstag, mais il ne saurait consentir à la réduction des recettes permanentes.

La discussion du projet sera terminée mercredi et les délibérations finales commenceront lundi prochain.

Berlin, 9 avril.

La Gazette de l'Allemagne du Nord parlant des bruits inquiétants relatifs au Luxembourg fait observer que ce n'est pas de Berlin que doit venir une décision, parce que le caractère de la Confédération est purement défensif. Le plus beau triomphe du gouvernement de Napoléon III, dit la Gazette, serait peut-être d'apprendre aux Français qu'ils pourraient mieux servir leurs propres intérêts généraux de la civilisation en tendant la main à leurs adversaires au lieu de vouloir les humilier, et en cherchant à remplir d'accord avec eux la grande tâche du progrès.

ESPAGNE.

Madrid, 9 avril, soir.

M. Calonge, ministre des affaires étrangères, répondant à une interpellation sur l'affaire du Tornado, a dit que le Gouvernement espagnol ferait respecter les droits de la nation et la décision des tribunaux.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du Journal de Roubaix.

Paris, 9 avril.

On dit que les bureaux du Corps légis-

latif n'ont pas autorisé la demande d'interpellation déposée par l'opposition; quant à celle qui a été déposée par des membres de la majorité, elle a été retirée par ses auteurs. Le gouvernement sera, à ce qu'on assure, bien aise qu'un débat soit évité dans le Corps législatif parce qu'il n'aurait pu manquer de prendre de graves proportions. Par contre on assure que le débat s'engagera au Sénat où la demande d'interpellation déposée hier serait bien accueillie par les bureaux. La discussion sera évidemment plus calme à la Chambre haute. Il nous paraît douteux cependant que le gouvernement puisse donner toutes les explications désirables.

Je vous disais hier que les avis étaient partagés sur l'appréciation qu'il convenait de faire de la communication gouvernementale. La spéculation avait été quelque peu déroute par des achats considérables. Aujourd'hui comme il n'y avait plus d'ordres de ce genre à exécuter, la baisse a de nouveau prévalu et l'on n'interprète plus dans un sens absolument pacifique la déclaration faite par le Ministre. Il y a même des gens qui disent carrément que la phase diplomatique dans laquelle vient d'entrer la question permet de gagner du temps, que la France va pouvoir compléter son armement et qu'il faut nous attendre à voir l'opinion publique modifier peu à peu ses sentiments. Nous pouvons déjà constater, je ne dis pas le réveil de l'esprit militaire, mais une véritable émotion comme celle qui précède toujours les grandes crises.

Les délégués des ouvriers tailleurs d'Angleterre sont arrivés à Paris et les ouvriers tailleurs de Paris devaient leur offrir ce matin leur banquet. Il paraît que l'administration n'a pas autorisé cette réunion internationale; et les délégués anglais, obligés de partir immédiatement pour Londres ne pourront assister à la réunion générale qui aura lieu jeudi. L'intervention des ouvriers anglais en faveur des ouvriers français pourrait s'expliquer autrement que par un noble sentiment de confraternité. Nous sommes à l'époque de l'année où arrivent de grosses commandes d'Amérique. Or si la grève rendait nos ouvriers inactifs, les ouvriers anglais ne se feraient pas scrupule de travailler pour les Américains; et nos ateliers perdraient ainsi un fécond aliment du travail.

Il n'est pas exact que les garçons coiffeurs doivent se mettre en grève: ils ont eu aujourd'hui, à la salle Mollière une réunion pour entendre sur certains usages abusifs de leur profession, notamment sur la prétention des patrons de les payer avec le produit des troncs que les clients s'imaginent réservés exclusivement comme pourboire ou gratification de l'ouvrier.

Dimanche l'association ouvrière des maçons a posé la première pierre d'un édifice qui lui appartient et qui sera entouré de quatre autres maisons d'habitation. Ces bâtiments couvriront une superficie de 4-800 mètres, coûtant de 500 à 600 francs par mètre, qui est sa propriété. Le capital engagé a rapporté en 1866, 28 0/0. C'est peut-être le plus frappant exemple que l'on puisse citer à Paris des résultats que peut avoir obtenus une société coopérative de production. C'est la glorification vivante du principe de l'association.

Nous ne saurions invoquer trop haut le témoignage de ces faits à des utopies formidables si elles n'étaient impraticables, comme celle de cette prétendue Société nationale pour l'extinction du paupérisme, qui rappelle par son programme les mauvais jours du socialisme et que le gouvernement ne manquera pas de désavouer.

C'est hier qu'à eu lieu la véritable ouverture de l'Exposition, l'ouverture démocratique, avec le prix d'entrée fixé à un franc. L'Empereur s'est rendu sans escorte: il s'est promené longtemps et partout. Il était en redingote boutonnée sans aucun signe distinctif et a été souvent acclamé. Il était entré comme tout le monde

par le tourniquet et quand il voulut regagner sa voiture qui était au dehors de l'enceinte, il dut passer devant une brasserie strasbourgeoise où l'on boit de la bière et l'on mange du jambon. A sa vue les consommateurs se levèrent et au cri de *Vive l'Empereur!* se mêla celui-ci poussé par des voix énergiques: *en Prusse, en Prusse!* L'Empereur salua et s'éloigna. Je vous cite ce fait que vous trouverez sans doute significatif.

Il y a à l'Exposition une statue en bronze doré du roi Guillaume I^{er}. On dit que déjà il y a eu à propos de cette statue et tout auprès quelques rixes, et que la patriotique indignation de quelques ouvriers s'est manifestée d'une manière qu'il n'est pas besoin de préciser. Je n'ai rien vu, je m'en rapporte à ce qu'on m'a dit.

Vous trouverez dans les journaux une adresse des étudiants français aux étudiants allemands qui formule un appel à la conciliation. C'est bien joli mais les étudiants allemands répondent en criant: *A bas les Français!* et en volant l'annexion du Luxembourg à l'Allemagne.

Le maréchal Forey a dû partir ce matin pour Nancy siège de son commandement militaire. On dit que le général Fleury se rendra à Pesth pour assister comme représentant de l'Empereur aux fêtes du couronnement de François-Joseph en qualité de roi de Hongrie. D'autres prétendent que ce sera le comte de Palikoff qui représentera l'Empereur. Enfin on assure que M. de Gramont quittera Paris assez à temps pour pouvoir assister à ces fêtes.

P. S. Les signataires de la demande d'interpellation déposée au Sénat l'ont retirée volontairement.

On assure ce soir que tous les cabinets sont d'avis que la dissolution de la Confédération germanique a rendu au roi de Hollande tous ses droits de souverain indépendant du Luxembourg; mais ils déclarent ne pas vouloir se prononcer sur la question de cession à la France.

Voici comment un homme au courant des choses, résumait ce soir son opinion: « La guerre n'est pas imminente, mais elle est inévitable. »

CH. CAHOT.

Paris, 10 avril.

Ainsi qu'on le savait hier, les membres de la majorité qui avaient signé la demande d'interpellation l'ont retirée, motivant cette résolution dans une lettre qui a été lue au début de la séance d'aujourd'hui. Le président a annoncé que les neuf bureaux avaient repoussé la demande d'interpellations de l'opposition. La France de ce soir félicite les sénateurs et les députés de la majorité au Corps législatif d'avoir déposé des demandes d'interpellations, afin de ne pas laisser aux députés de l'opposition le monopole de ces investigations parlementaires. Le journal la France est toujours malade, il eût pu féliciter les signataires de ces demandes s'ils les avaient maintenues. Mais la France a raison, quand elle dit que le rejet des bureaux équivaut à un vote de confiance en faveur du gouvernement. La majorité veut laisser à l'Empereur toute liberté d'action et n'essaie pas même de donner un conseil respectueux.

Il y a eu aujourd'hui réunion: des commissions de l'armée, et de la presse.

Si vous consultez la cote de la Bourse, vous pourrez reconnaître que les spéculateurs *Tant-Pis* tiennent le haut du parquet: la baisse l'emporte sur toutes les valeurs; le Crédit Mobilier est dégringolé à 375 fr. Il y a eu plus de 2 fr. de baisse sur l'Italien.

On a parlé d'une circulaire de M. de Bismark dans laquelle il invoquerait les intentions pacifiques de la Prusse et rappellerait les dispositions excellentes que la France lui a toujours montrées dans le conflit avec l'Autriche. Nous devons douter de l'existence de cette note qui devrait paraître une injure indirecte au gouvernement français, car elle signifierait que la

France qui a laissé la Prusse prendre en Allemagne tout ce qui lui convenait, peut bien avec la même mansuétude, lui permettre de garder les forteresses du Luxembourg qui sont à sa convenance.

Quant aux négociations entamées au sujet du Luxembourg, il serait absurde de supposer qu'elles puissent aboutir à un congrès. Elles ne peuvent même amener une réunion de conférence. On se sert des traités de 1815 et de 1839, uniquement comme du prétexte qui peut motiver une sorte de conversation diplomatique entre les cabinets: car la Prusse a déchiré tous les traités sur lesquels reposait l'existence de la Confédération germanique. Or, on prétend que c'est à la Haye qu'aura lieu cette conversation diplomatique, c'est-à-dire que les ministres des diverses puissances s'échangeraient dans cette ville les instructions de leurs gouvernements. Il n'en reste pas moins évident pour tout le monde que la discussion n'est sérieusement engagée qu'entre la France et la Prusse, car toutes les puissances ne se prononceraient que sur la question de droit et l'on sait ce que vaut le droit en face du fait.

J'entends dire que le gouvernement français après s'être enquis de l'opinion des cabinets proposerait la neutralisation du Luxembourg que les Prussiens évacueraient et dont les forteresses seraient démantelées. Nous serions heureux que la France fit une pareille proposition: cette solution nous paraît la seule qui puisse prévenir un conflit. Mais toutes les nouvelles que nous recevons de Berlin donnent à croire que M. de Bismark voudrait jouer vis-à-vis de la France la comédie qui lui a si bien réussi vis-à-vis de l'Autriche: il déclare toujours qu'il reste sur la défensive. Nous nous défierons toujours de sa parole, tant qu'il n'aura pas serré dans sa garde-robe son casque et son uniforme de cuirassier.

On attend aujourd'hui à Paris le roi et la reine des Belges qui doivent y faire incognito un très-court séjour. Ce voyage emprunte aux circonstances actuelles une importance particulière, et l'on sait que le roi des Belges est venu à Paris avant de se rendre à Berlin pour y assister au mariage de son frère.

Le roi de Suède doit venir également visiter l'Exposition et faire une saison à Vichy où des dispositions ont déjà été prises par l'architecte de l'Empereur en vue de son arrivée prochaine.

Le *Charivari* publie ce matin une amusante caricature de Cham: elle représente un prussien, casque en tête marchant sur une corde raide qui se brise avec cette légende explicative: « Le Blondin prussien mettant le feu à la corde en voulant y confectionner l'omelette pour laquelle il avait cassé tant d'œufs. »

Le droit de vente sur la voie publique vient d'être retiré à l'*Avenir national* et à la *Liberté*. On ne peut plus se procurer ces journaux que chez les libraires. Mais quand les brevets de libraires seront abolis, il est certain que les journaux sur lesquels pesera un interdit de cette nature pourront établir autant qu'ils voudront de bureaux de vente. Dès hier, un libraire criait de l'intérieur de sa boutique: la *Liberté!* l'*Avenir national!* et les passants entendaient parfaitement cette offre de service d'un nouveau genre. Evidemment M. de Girardin n'a pu digérer encore le jugement dont il a été frappé le dernier, et il se compare sans cesse, en s'appelant lui-même « le condamné du 6 mars » aux martyrs de la science et de la politique qui ont souffert plus ou moins pour leurs opinions ou leurs croyances. M. de Girardin lutte; c'est par tempérament un homme d'opposition; mais ses souffrances ne sont que des blessures d'amour propre.

CH. CAHOT.

remuer sa poussière et de le reconstruire avec ses débris; mais si l'on se borne là, on reste l'homme du passé, et la science servira au plus à éclaircir certains faits historiques, objet des disputes des savants.

L'abbé de Vermot avait consumé en veilles inutiles un temps précieux. Forcé de vivre dans le monde et de l'étudier, il arriva à cette découverte que le présent était d'un merveilleux secours pour comprendre le passé; que tous les siècles avaient eu leurs orages, et que ceux dont il était alors effrayé, étaient comme ceux des temps écoulés, suscités par les passions des hommes; passions toujours les mêmes, se reproduisant sous des formes diverses, mais gardant une physiologie unique, un type qu'on retrouve à tous les âges. Il comprit que l'humanité tournait comme fatalement dans le même cercle d'idées et de besoins, et que ses aspirations étaient, quant au fond, toujours les mêmes. L'humanité est toujours adulte; elle ne vieillit point, mais elle subit les crises de son immortelle jeunesse; elle a comme le cœur humain plus de besoins, plus de désirs de bonheur qu'elle ne peut en satisfaire; elle cherche constamment la réalisation de ce rêve. Ce rêve n'est qu'un rêve, mais à la suite le progrès marche, et pendant que le cœur de l'individu s'épuise et meurt dans ses aspirations infinies,

l'humanité se renouvelle et recommence à parcourir avec ardeur la route où si souvent elle est tombée, mais où elle doit marcher toujours.

L'abbé de Vermot prit dans ses voyages le goût de l'histoire naturelle, et il arriva bien vite à la préférence à l'histoire des peuples. Ne trouvant dans le passé et dans le présent que des sujets de tristesse, il se mit à étudier avec ardeur ce grand livre de la nature, dont nul œil humain n'a fixé la dernière page.

Dans cette étude, son âme se reposait, son esprit se calmait; la découverte d'un insecte, d'une plante jusque-là inconnues aux entomologistes et aux botanistes suffisait pour rendre à l'abbé de Vermot la fraîcheur des idées de la jeunesse. Qui l'eût rencontré dans les montagnes, la boîte de fer-blanc sur le dos, et le filet à la main, ne se fût pas douté qu'il cherchait, par une étude en harmonie avec son caractère, à échapper aux préoccupations douloureuses qu'il avait jeté ses craintes pour l'avenir, non d'un pays, non d'une race d'hommes, mais de l'humanité tout entière.

L'abbé de Vermot prolongea ses voyages bien au-delà du temps que dura la persécution. Le désir de revoir sa patrie était combattu chez lui par un désir plus ardent encore, celui d'apprendre. Il parcourut une grande partie du monde connu, mais

sa santé se trouvant altérée par la fatigue, il revint en France. N'ayant aucune ambition, il songea seulement à assurer son repos, à se procurer assez de liberté pour se livrer à l'étude, et faire cependant un peu de bien aux hommes, envers lesquels il se croyait des devoirs à remplir comme prêtre. Il demanda la plus modeste cure de son diocèse, et c'est ainsi qu'il arriva à Roquevaix.

M. Duval avait déjà vu plusieurs fois le curé; il l'avait trouvé excellent latiniste, ce qui lui avait donné de lui une très-haute idée: pour ses autres connaissances, il ne s'en occupait pas. Il avait bien vu M. de Vermot dans son presbytère arranger des minéraux, des insectes, des coquillages; il avait même jeté un coup d'œil sur ses herbiers, entrevu ses instruments de physique et son laboratoire; mais il n'en était résulté pour lui que cette idée: — Comment un homme ayant le bonheur de comprendre Horace et Perse et de les traduire avec une rare élégance, peut-il passer son temps à ces futilités, à ramasser des cailloux et de hideuses petites bêtes? Cela paraissait bizarre à M. Duval.

L'abbé de Vermot aimait beaucoup les enfants. La beauté de Louis le frappa; il l'attira à lui, et l'enfant, bientôt à l'aise avec son nouvel ami, l'amusa véritablement par le vivacité de ses réparties.

Mais il y avait là un autre enfant à

demi-caché par le fauteuil de sa grand-mère. Il considérait l'abbé avec un œil avide et curieux. Il savait que le prêtre avait beaucoup voyagé; et, initié par sa grand-mère à l'étude de la nature, il comprenait beaucoup mieux que son précepteur le goût qu'on pouvait avoir à collectionner des insectes et des plantes.

Si l'on fût monté au dernier étage de la tour de Roquevaix, dans ce lieu où les petits pieds agiles de Paul pouvaient seuls pénétrer, on eût été surpris de trouver là des collections moins bien classées et surtout moins rares et moins nombreuses que celles de la cure de Roquevaix, mais annonçant pour l'étude un goût très-rare chez un enfant de l'âge de Paul.

L'abbé de Vermot remarqua le regard intelligent de cet enfant attaché sur lui et mêlé d'une surprise un peu naïve.

Paul ne comprenait pas trop comment cet homme, dont on vantait la science, s'amusaît avec un enfant comme si lui-même eût été enfant; cela lui paraissait une étrange singularité: il ne savait pourquoi cette singularité le touchait et lui inspirait pour l'abbé de Vermot quelque chose de semblable à ce qu'il éprouvait pour sa grand-mère. Il eût donné tout au monde pour oser s'approcher de ce prêtre au regard si doux; son cœur était attiré

vers lui; il l'aimait déjà, et désirait d'en être aimé.

L'abbé de Vermot l'appela, et comme l'enfant hésitait:

— Paul, lui dit sa mère, avec cet accent impérieux qui le faisait toujours trembler, pourquoi ne vous approchez-vous pas, lorsque M. le curé a la bonté de vouloir bien s'occuper de vous?

L'enfant vint timidement se placer auprès de son frère, lequel dans ce moment s'était emparé du rabat du curé et le mettait autour de son cou, en poussant de joyeux éclats de rire.

— Excusez l'enfantillage de Louis, dit à l'abbé de Vermot madame de Roquevaix; il est bien plus jeune que sa taille très-développée peut le faire supposer: il n'a pas onze ans.

— Je lui en aurais plutôt donné quatorze dit l'abbé. Et vous, mon enfant, quel âge avez-vous?

— J'ai douze ans, répondit Paul à voix basse.

— Sans doute, monsieur le curé, vous n'auriez pas supposé non plus que Paul fût l'ainé et qu'il eût près de deux ans de plus que son frère. Le pauvre enfant est en tout au-dessous de son âge; son intelligence n'est pas plus avancée que son corps; tout est faible en lui.

E. DE VANS.

(La suite au prochain numéro.)